



# PRÉFET DU VAL-D'OISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des Sécurités

**Arrêté n° 2021 – 0354**  
**portant mesures de police complémentaires applicables dans le département du Val-d'Oise**  
**en vue de ralentir la propagation de l'épidémie de la Covid-19**

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-12 et suivants et L. 3136-1,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2215-1,

Vu le code de la sécurité intérieure notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4,

Vu le code pénal,

Vu la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu le décret n° 2021-384 du 2 avril 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu le décret du Président de la République du 29 mai 2019 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet du Val-d'Oise,

Vu l'arrêté n° 2021 – 0158 du 16 février 2021 portant renouvellement de mesures de police applicables dans le département du Val-d'Oise en vue de ralentir la propagation de l'épidémie de la Covid-19,

Vu l'arrêté n° 2021 – 0228 du 5 mars 2021 portant mesures de police complémentaires applicables dans le département du Val-d'Oise en vue de ralentir la propagation de l'épidémie de la Covid-19,

Vu l'avis du directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France du 20 mars 2021,

Considérant que, en application du IV de l'article 3 du décret du 29 octobre 2020, le préfet de département est habilité à interdire ou à restreindre, par des mesures réglementaires ou individuelles, tout rassemblement, réunion ou activité mettant en présence de manière simultanée plus de six personnes sur la voie publique ou dans des lieux ouverts au public relevant du III, lorsque les circonstances locales l'exigent,

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2,

Considérant que, en l'état actuel des connaissances, le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée, et que, les personnes peuvent être contagieuses sans le savoir,

Considérant que, si le risque de contamination est moindre en plein air, il existe la possibilité qu'un aérosol contenant des virus soit inhalé avec une charge infectante suffisante ou qu'une transmission par gouttelettes ait lieu en cas de forte concentration de population, notamment s'agissant des variants en cours de circulation,

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré sur tout le territoire national depuis le 17 octobre 2020, puis a été prolongé une première fois jusqu'au 16 février 2021, puis une seconde fois jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2021,

Considérant l'instauration d'un couvre-feu sur l'ensemble du territoire national depuis le 15 décembre 2020 et la modification des horaires de ce couvre-feu désormais de 19 heures à 6 heures à compter du 20 mars 2021,

Considérant que le Val-d'Oise, après avoir été placé le 25 février par le Gouvernement en situation de « surveillance renforcée », à l'instar de 22 autres départements, au regard d'une forte dégradation des indicateurs de suivi épidémiologique, fait depuis le 20 mars sur décision du Gouvernement, l'objet de mesures de freinage renforcées, en limitant notamment les déplacements hors du domicile,

Considérant que, dans le Val-d'Oise, depuis le 20 mars, les indicateurs de suivi épidémiologique ont subi une forte augmentation, l'incidence progressant de 252 points pour s'élever à 830 le 2 avril 2021 et la positivité demeurant à un niveau élevé de 12,5 % à cette date, soit 10 375 nouveaux cas par semaine,

Considérant que la présence du variant anglais, particulièrement contagieux, est constatée dans plus de 84 % des tests positifs, et que celle des variants sud-africain et brésilien est constatée dans plus de 3,5 % des tests positifs ;

Considérant que ces chiffres, très supérieurs au seuil d'urgence, démontrent que le virus de la Covid-19 circule activement dans le Val-d'Oise,

Considérant que l'augmentation de contamination provoque un afflux de patients au sein des hôpitaux du Val-d'Oise et de l'Île-de-France qui obère les capacités du système médical, avec, au 2 avril 2021 dans le Val-d'Oise, un taux d'occupation de 146,5 % des lits de réanimation occupés par des patients atteints par la Covid-19, ce qui représente 85 patients en réanimation pour 58 lits autorisés,

Considérant, en conséquence, que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population,

Considérant qu'il appartient au préfet de département de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées,

Considérant que, au regard de la gravité de la situation qui expose directement la vie humaine, il appartient à l'autorité de police compétente de prendre, en vue de sauvegarder la santé de la population, toutes dispositions adaptées, nécessaires et proportionnées de nature à prévenir ou à limiter les effets de l'épidémie de la Covid-19,

Considérant, en complément des mesures de couvre-feu mises en place depuis le 15 décembre et reconduit le 19 mars, l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter les risques de contagion, en particulier dans l'espace public favorisant les rassemblements et, par suite, propices à la circulation du virus,

Vu l'urgence ainsi caractérisée,

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – A compter de la publication du présent arrêté, les mesures de police suivantes sont applicables dans l'ensemble des communes du département du Val-d'Oise :

- Les brocantes et vides-greniers organisés sur la voie publique et dans les espaces accessibles au public sont interdits,
- Les fêtes foraines et les manèges sont interdits,
- Les barbecues sont interdits dans l'espace public et les espaces accessibles au public,
- La consommation de boissons alcooliques est interdite dans l'espace public,
- La vente à emporter et la livraison de repas sont interdites de 22 heures à 6 heures.

**Article 2** – Le transport du matériel susceptible d'être utilisé pour une manifestation festive à caractère musical, notamment de type teknival, rave ou free-party, (sonorisation, sound system, amplificateurs, etc) est interdit sur l'ensemble du réseau routier du département du Val-d'Oise, du vendredi à 6h00 au lundi à 19h00.

**Article 3** – A compter de la publication du présent arrêté, les activités de la base de loisirs de Cergy-Pontoise sont organisées en tenant compte des prescriptions suivantes :

- L'accès aux parkings de la base de loisirs de Cergy-Pontoise est interdit à tous véhicules motorisés,
- Les barbecues et les repas de plein air sont interdits,
- Les activités commerciales et les animations sont interdites.

**Article 4** – L'expérimentation permettant, par dérogation, à certains restaurants d'ouvrir une restauration collective pour les salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), prévue par la convention signée le 15 février 2021 entre la fédération française du bâtiment, la chambre de commerce et d'industrie, la chambre de métiers et de l'artisanat et l'union des métiers et des industries de l'hôtellerie, est suspendue.

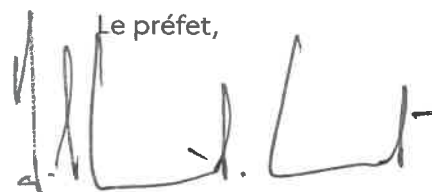
**Article 5** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables jusqu'au 30 avril 2021 inclus

**Article 6** – L'arrêté n° 2021 – 0296 du 20 mars 2021 portant mesures de police complémentaires applicables dans le département du Val-d'Oise en vue de ralentir la propagation de l'épidémie de la Covid-19 est abrogé.

**Article 7** – Le présent arrêté peut être contesté selon les voies de recours et dans les délais mentionnés ci-dessous<sup>1</sup>.

**Article 8** – Le directeur de cabinet du préfet, le directeur général de l'agence régionale de santé d'Île-de-France, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale et les maires du Val-d'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département et consultable sur le site Internet de la préfecture à l'adresse suivante : <http://www.val-doise.gouv.fr>

Cergy-Pontoise, le 3 avril 2021,

Le préfet,  


Amaury de SAINT-QUENTIN

**Arrêté n° 2021 – 0354**  
**portant mesures de police complémentaires applicables dans le département du Val-d'Oise**  
**en vue de ralentir la propagation de l'épidémie de la Covid-19**

<sup>1</sup> Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux adressé** auprès du préfet du Val-d'Oise.
- **un recours hiérarchique adressé au** ministre de l'Intérieur- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques - Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police administrative- - 11, rue des Saussaies- 75800 Paris Cedex 08.
- **un recours contentieux adressé au** tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 2-4 bld de l'Hautil- BP 3022- 95027 Cergy Pontoise Cedex. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2<sup>ème</sup> mois suivant la date de rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application 'Télérecours citoyens' (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).